



## « Mensonge, fausse bannière et vidéos », une politique américaine.

Par [Bruno Guigue](#)

Mondialisation.ca, 11 janvier 2017

Région : [États-Unis](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),  
[Désinformation médiatique](#), [Guerre USA](#)  
[OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Pour justifier l'ingérence dans les affaires des autres, Washington manifeste à la fois un véritable génie de l'affabulation et un manque évident d'imagination. Les dirigeants US n'oublient jamais d'inventer une histoire à dormir debout, mais elle a toujours un air de déjà-vu. Le plus étonnant n'est pas que Washington fasse preuve d'une telle répétition dans son répertoire, c'est plutôt qu'on semble le découvrir à chaque fois. En attendant, les faits parlent d'eux-mêmes. L'analyse des conflits du demi-siècle écoulé révèle le même modus operandi, elle fait apparaître les mêmes grosses ficelles.

Premier cas d'école, la guerre du Vietnam. En août 1964, le fameux incident du Golfe du Tonkin fait subitement basculer l'opinion américaine dans le camp belliciste. Des vedettes lance-torpilles nord-vietnamiennes, accuse Washington, ont attaqué le destroyer de la Navy « Maddox » au milieu des eaux internationales le 2 août. Dans un contexte de tensions entre Washington et Hanoï, la Maison-Blanche soutient que cette provocation communiste ne peut rester sans réponse. Mis sous pression, le Congrès des Etats-Unis autorise le président Johnson, le 7 août, à riposter militairement. Dans les mois qui suivent, des centaines de milliers de soldats volent au secours du régime sud-vietnamien et les bombardiers US pilonnent les positions nord-vietnamiennes.

A l'époque, la presse occidentale reprend mot pour mot la version officielle, accréditant la thèse d'une agression des forces communistes nord-vietnamiennes qui seraient donc responsables de l'escalade militaire. Pourtant, cette narration de l'incident est totalement fictive. Elle a été fabriquée de A à Z. En réalité, aucune attaque n'a eu lieu. Le « Maddox » était dans les eaux territoriales nord-vietnamiennes et non dans les eaux internationales. Il a bien tiré 350 obus, mais dans le vide, contre un ennemi parfaitement imaginaire, pour faire croire à une attaque. Mais peu importe. Il fallait démontrer l'agressivité criminelle du camp adverse, lui faire porter la responsabilité d'une guerre totale. Elle fera trois millions de morts, et les USA la perdront.

Deuxième cas d'école, la guerre contre l'Irak. Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 fournissent à l'administration Bush un prétexte idéal pour lancer une vaste offensive au Moyen-Orient. Elle passe d'abord par la destruction du régime taliban en Afghanistan (pourtant installé avec la bénédiction de Washington), puis par l'attaque contre l'Irak de Saddam Hussein (mars 2003). Privée de toute légitimité internationale, cette agression militaire contre un Etat qui ne menace personne se prévaut, officiellement, d'un double « casus belli ». Bagdad détiendrait des armes de destruction massive représentant un danger mortel pour la sécurité collective, et le régime baasiste fournirait une aide logistique à

l'organisation terroriste Al-Qaida.

Comme pour l'incident du Golfe du Tonkin, cette double accusation est une monstrueuse affabulation. On eut beau faire semblant de les chercher, on n'a trouvé aucune arme de destruction massive en Irak, ni aucune connivence entre le régime irakien et l'organisation terroriste fondée par Ben Laden. En revanche, l'implication des services secrets américains et saoudiens dans les attentats du 9/11 est un secret de polichinelle. La version officielle permet donc d'occulter cette responsabilité (qui reste obscure dans ses détails) en se livrant à une inversion accusatoire. Pour justifier la liquidation d'un Etat qui s'oppose à ses ambitions, Washington l'accuse de ses propres turpitudes. Habituee à avaler des couleuvres, la presse occidentale reproduira servilement l'argumentaire contre Bagdad.

Troisième cas d'école, la Syrie. A partir du printemps 2011, une contestation minoritaire et encouragée de l'extérieur, sur le modèle préfabriqué des « révolutions arabes », réclame la destitution du président syrien. Des provocations et des attentats créent un climat de guerre civile, aggravé par l'aide massive que fournissent à la rébellion armée les puissances occidentales et les pétromonarchies du Golfe. Refroidi par les fiascos afghan et irakien, Washington préfère intervenir contre Damas en utilisant des « proxys », des organisations de mercenaires. Mais une partie de l'establishment, acharnée, veut provoquer la chute de Bachar Al-Assad en persuadant Barack Obama d'infliger des frappes aériennes aux forces syriennes.

Pour justifier cette intervention, il faut évidemment un prétexte. On va vite le trouver ! Par l'horreur qu'il inspire, l'usage de l'arme chimique contre des populations civiles constitue le motif idéal. Le 21 août 2013, des images d'enfants gazés dans la banlieue de Damas font le tour du monde. Faute de preuves, les enquêteurs de l'ONU ne désignent aucun coupable. Une étude menée par le prestigieux MIT révélera que cette attaque ne pouvait provenir que des zones rebelles. Mais c'est trop tard. La machine à mensonges tourne à plein régime. Accréditée par Washington, avalisée par ses alliés, la version officielle est reprise par la presse et les ONG subventionnées. Elle devient « la vérité » sur le conflit syrien, le prétexte de l'ingérence étrangère et le faux-nez du néo-colonialisme.

Vietnam, Irak, Syrie, trois exemples parmi tant d'autres ! La liste des pays qui ont subi l'ingérence fomentée grâce à la manipulation de l'opinion est interminable (Cuba, Cambodge, Soudan, Nicaragua, Somalie, Serbie, Libye, Yémen, Chili, Venezuela, Honduras, la liste est non exhaustive ..). A chaque fois, cette manipulation repose sur un mensonge inaugural, énorme de préférence, qui fabrique le casus belli requis par l'ingérence en tétanisant l'opinion internationale. Spécialité US, cette production de la guerre par l'invention pure et simple de son motif est la marque de fabrique de la maison-mère. Lyndon Johnson invente des vedettes-lance-torpilles, Colin Powell brandit sa fiole de jus de pomme à l'ONU, Barack Obama désigne le coupable d'une attaque chimique organisée par ses protégés. Tout est bon pour édifier le bon peuple.

La formule-clé de cette politique, c'est « mensonge, fausse bannière et vidéos ». Le mensonge est l'élément générateur de la guerre impérialiste, sa matière première, son carburant. La fausse bannière (« false flag ») est son mode opératoire préféré, car il autorise l'inversion accusatoire, l'imputation de ses propres crimes à l'adversaire qu'on veut abattre. Les vidéos, enfin, sont l'instrument de communication qui donne corps à la fable fondatrice. Avec la force persuasive de l'image, avec ses effets de réel, cette mise en scène permet de substituer une post-vérité construite à la simple véracité des faits. Ce n'est pas un hasard si le Pentagone a dépensé 500 millions de dollars pour fabriquer de fausses vidéos djihadistes,

et si les Casques Blancs, en Syrie, montaient leurs vidéos dans des décors de cinéma.

**Bruno Guigue**

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Bruno Guigue](#), Mondialisation.ca, 2017

---

Articles Par : [Bruno Guigue](#)

### **A propos :**

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole nationale d'administration, Bruno Guigue est un ex-haut fonctionnaire français. Chercheur en philosophie politique et analyste politique, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « Aux origines du conflit israélo-arabe, L'invisible remords de l'Occident », « Faut-il brûler Lénine ? » et « Les Raisons de l'esclavage », publiés chez L'Harmattan. Chroniqueur de politique internationale, il a publié des centaines d'articles diffusés en huit langues par plusieurs dizaines de sites d'information indépendants.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)